

Retards universitaires au Burkina Faso: le Dr Hyacinthe se prononce

Page 8

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du mercredi 07 Juin 2023

7 ju/7

d' Afrique

N°2208

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA



VERSION



Conflits armés : 20 enfants sont tués ou mutilés chaque jour dans le monde

Page 2

Troubles
au Sénégal:
Dakar ferme
ses con
sulats à
l'étranger



Page 14

Fermeture du journal
l'Évènement au Burkina:
Une « décision triste et
regrettable » selon la SEP

Page 5

L'information est un droit
L'Évènement

MONDE

Conflits armés : 20 enfants sont tués ou mutilés chaque jour dans le monde (ONU)

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a annoncé lundi qu'au moins 120.000 enfants à travers le monde ont été tués ou mutilés en raison d'un conflit depuis, soit une moyenne de près de 20 enfants par jour.

D'après l'agence onusienne, entre 2005 et 2022, environ 315 000 violations graves ont été commises à l'encontre des enfants dans les zones en conflit à travers le monde. Ces chiffres résultent de la mise en place d'un système de surveillance depuis 2005, par les Nations sur ces cas de violence que subissent les enfants lors des guerres. Ces violations graves ont été commises par les belligérants dans plus de 30 situations de conflit en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine, indique notre source. « Toute guerre est, en fin de compte, une guerre contre les enfants », a déclaré dans un communiqué Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF. Ces données incluent les cas d'enfants « tués ou mutilés »,



Des enfants devant un véhicule détruit à Saada, au Yémen. Ph/PAM

mais aussi « 105.000 enfants recrutés ou utilisés par des forces armées ou des groupes armés, plus de 32.500 enfants enlevés, plus de 16.000 enfants victimes de violences sexuelles (...) plus de 16.000 attaques contre des écoles et des hôpitaux, et plus de 22.000 cas de refus d'accès à l'aide humanitaire pour les enfants », a-t-elle précisé. Toujours selon l'UNICEF, les chiffres ne représentent que les cas de violations qui ont pu être vérifiés et le bilan réel pourrait être probablement lourd car des millions d'autres enfants ont été déplacés de leur foyer et de leur communauté, ont perdu des amis ou des

membres de leur famille, ou ont été séparés de leurs parents ou des personnes qui s'occupent d'eux. Pour réduire les chiffres à l'avenir, l'UNICEF propose plusieurs solutions qui sont entre autres: le respect des lois internationales en place pour protéger les enfants en temps de guerre, à condamner les responsables et à augmenter les financements pour la protection des enfants subissant des conflits et aussi traduire en justice les auteurs de violations des droits de l'enfant.

Lucien DAKISSAGA

ANNONCE



PUBLICITÉ ENTREPRISE

**DONNEZ
UNE
VISIBILITÉ
SANS
PRÉCÉDENT
À
VOS
AFFAIRES**

**Contactez-nous : +226 70210208 / +33 644 670 000
+1 (206) 800-0070**

E-mail : contact@sc-mail.info

BURKINA FASO

L'APEC lance l'actionnariat communautaire



L'Agence pour la promotion de l'entrepreneuriat Communautaire(APEC) en collaboration avec la Société coopérative Bâtir l'Avenir, à travers une conférence de presse, a présenté, le lundi 5 juin 2023 à Ouagadougou, le programme d'entrepreneuriat communautaire à tous les Burkinabè de l'intérieur et de l'extérieur. Ce programme sera en vigueur le 12 juin 2023.

La promotion de l'entrepreneuriat communautaire est une vision du président de la Transition Ibrahim

TRAORÉ. Ce système se base sur un modèle économique endogène et inclusif. Il va permettre à chaque burkinabè de prendre sa place dans la création et le partage de la richesse nationale. Ce programme se constitue de trois visions à savoir, la création de richesses, la création d'emplois et la conquête de la souveraineté économique. Selon le Directeur général de l'APEC, Karim TRAORÉ, les domaines d'activités stratégiques identifiés sont le secteur agricole, le secteur de l'élevage, le secteur agro-alimentaire, le textile, les mines.

Pour lui, les quatre premiers projets d'entreprises communautaires soumis à la souscription par actionnariat populaire sont l'extension des usines de transformation de tomates (SOFATO) à Bobo Dioulasso et Tenkodogo. La création d'une société minière d'exploitation semi-mécanisée de l'or sur trois sites. La mise en place d'un projet de mécanisation et d'identification agricole. La mise en place d'une centrale d'achat des produits locaux. Les détails de ces projets seront disponibles sur le site de l'APEC, ainsi que sur la plateforme digitale des souscriptions. Tous ces projets vont engendrer plus

La suite à la page 5

BURKINA FASO

La suite de la page 4

d'un million d'emplois, a-t-il fait savoir. Le lancement de ce programme est prévu se dérouler le 12 juin 2023 à la salle de conférence de Ouaga 2000 par le Président du Faso, le capitaine Ibrahim TRAORÉ qui sera la première personne à souscrire au programme. Il invite tous les Burkinabè de l'extérieur et de l'intérieur à souscrire à ce programme pour être actionnaires à partir de 15 000 FCFA dans une entreprise communautaire. Il ajoute que l'investissement peut être augmenté si la personne souhaite. Après la souscription, il est demandé deux ans aux investisseurs avant la distribution des dividendes à partir de la 3e année, a-t-il indiqué. L'investissement de chaque individu est protégé et se fera par voie électronique, pour permettre la traçabilité. L'APEC invite la population à investir car le démarrage du programme dépend des investissements.

OUEDRAOGO Mohamed

Fermeture du journal l'Évènement : Une « décision triste et regrettable » selon la SEP



Voici la Une de la dernière parution du journal en date du 25 mai dernier

Le vendredi 2 juin 2023, le siège de l'Évènement a fait l'objet de mise sous scellés par les services des impôts à Ouagadougou. Cette situation a déclenché

La suite à la page 6

BURKINA FASO

La suite de la page 5

une avalanche de réactions parmi lesquelles celle de la Société des Éditeurs de la Presse Privée (SEP). Cette structure voit en cet acte une « décision triste et regrettable ».

La fermeture du journal d'investigation l'Évènement a du mal à passer au sein de l'opinion burkinabè. Dans un communiqué largement relayé sur les réseaux sociaux, la SEP a tenu à marquer sa désapprobation face à cette décision. Sans contester la légalité de l'acte posé par les services des impôts, la SEP trouve cependant difficile de ne pas faire un lien entre cette décision et le travail d'investigation que mène le journal. « Cette décision est d'autant plus incompréhensible qu'elle intervient à un moment où les responsables du journal étaient en discussion avec les impôts en vue

d'éponger progressivement ses dettes », peut-on lire dans la note de la SEP. À en croire celle-ci, beaucoup de structures publiques du pays sont redevables envers l'Évènement au regard des multiples factures d'abonnement impayées.

Un appel à soutien a été lancé en vue d'aider le journal à éponger sa dette

« N'y a-t-il pas là, une volonté de discréditer et faire taire un journal qui depuis plusieurs mois est dans le collimateur des puissants du moment à cause de ses écrits pourtant professionnellement irréprochable ? », s'interrogent les patrons de la presse privée burkinabè. En tout état de cause, ces derniers ont invité les autorités en place à ne pas utiliser les impôts pour régler des comptes avec des médias qui seraient indésirables à leurs yeux. De son côté,

le responsable du journal, Germain Bitiou Nama, a lancé un appel à soutien. Évaluant sa dette à 20.004.574, il a invité les uns et les autres à une contribution via Orange Money au numéro +22664998262, Moov Money au +22670242651, par virements bancaires chez Ecobank sur le compte : 170104170001 38 et enfin à IB Bank sur le compte : 003256060187 60. En rappel, l'Évènement est un journal d'investigation burkinabè qui a été créé en 2001 par une équipe de journalistes ayant travaillé pour L'Indépendant de Norbert Zongo avant sa disparition en 1998. C'est un bimensuel paraissant les 10 et 25 du mois. Depuis quelques mois de cela, ses parutions et révélations sont jugées « dérangeantes » par une certaine opinion.

AKT

COMMUNIQUÉ

Appel à soutenir le journal d'investigation L'Evènement...

Le Centre national de presse Norbert Zongo et la Société des Editeurs de la Presse Privée (SEP) lancent un appel à soutenir le journal L'Evènement victime d'un harcèlement politico-financier, à travers une souscription volontaire, en vue de le sauver d'une mort programmée.

A tous les lectrices et lecteurs du journal L'Evènement,

A toutes les bonnes volontés à travers le monde,

A tous les démocrates d'ici et d'ailleurs,

Aux organisations professionnelles, syndicales et patronales,

Aux défenseurs des droits humains,

A tous les citoyens burkinabè de l'intérieur et de la diaspora,

Depuis le 02 juin 2023, Le Bimensuel d'investigation L'Evènement a été mis sous scellés par la Direction générale des impôts du Burkina Faso. Bien que le journal soit redevable aux impôts, il est difficile de ne pas penser qu'il y a un lien entre le travail d'investigation de ce journal et sa fermeture manu-militari par les impôts. Dans ce contexte économique très difficile pour les entreprises nationales et la presse en particulier, le montant de près de 20 millions de FCFA qu'on réclame à L'Evènement pourrait signifier la mort pure et simple de ce média.

Depuis le 10 mai 2001, avec près d'un quart de siècle d'existence, L'Evènement, né dans l'adversité au lendemain de l'assassinat

du journaliste Norbert Zongo, a contribué remarquablement à l'élargissement des espaces de liberté au Burkina Faso, à la liberté d'expression et de la presse et à l'ancrage démocratique.

C'est pourquoi, la Société des éditeurs de la presse privée (SEP) et le Centre national de presse Norbert Zongo lancent un appel à toutes et à tous, pour une souscription volontaire, à l'effet de soutenir ce journal d'investigation. Cette levée de fonds est un sursaut républicain, en vue de protéger et garantir la pérennité des rares leviers qui nous restent, pour préserver l'état de droit et garantir la démocratie, le droit à l'information en sauvant cet outil indispensable de la bonne gouvernance et de la redevabilité au Burkina Faso.

Vos contributions sont recevables par orange money au 06 48 09 04, Moov : 70 24 26 51

Parvirement bancaire: Ecobank 170104170001
RIB : 81, IB Bank 00325606018760

Le Centre de presse Norbert Zongo et la Société des Editeurs de la presse privée vous remercient toutes et tous pour votre engagement.

BURKINA FASO

Retards universitaires au Burkina Faso: Le Dr Hyacinthe se prononce

L Le retard universitaire et son impact sur le système éducatif au Burkina Faso sont des sujets d'une importance capitale. Dans une interview accordée au Quotidien Numérique d'Afrique (QNA), le Dr Hyacinthe OUEDRAOGO, Enseignant-Chercheur à l'Université Nazi Boni et à l'Université de Gaoua, qui possède une connaissance approfondie des défis auxquels sont confrontés l'éducation nationale ainsi que le retard universitaire, nous plonge dans l'univers du système éducatif pour mieux comprendre les causes profondes du retard universitaire et ses conséquences. Accompagnez-nous dans cet entretien pour mieux comprendre les enjeux cruciaux auxquels sont confrontés le système éducatif burkinabè.

QNA: Quelle analyse faites-vous du système éducatif burkinabè.



L'éducation au Burkina Faso est en déphasage avec nos réalités et avec le monde de l'emploi. L'école devait aider l'enfant, le jeune, le produit à s'enraciner dans la société, à comprendre les besoins de sa société en vue d'apporter des réponses adéquates à cette société. Mais tel n'est pas le cas de l'école burkinabè. Elle est comme un laboratoire qui fabrique des individus qui sont déconnectés des réalités de la société. Des gens qui au lieu d'être une solution pour la

société deviennent à 70% des charges pour la société. Tout cela, parce que la société à ses principes de fonctionnement, d'organisation, d'évolution. On n'enseigne pas les valeurs sociales, on n'enseigne pas les potentialités naturelles que nous avons, on n'enseigne pas la vertu humaine que nous avons. L'école burkinabè n'est pas en relation avec le monde de l'emploi. De nos jours, on ne forme pas les gens pour qu'ils puissent s'auto-

La suite à la page 9

BURKINA FASO

La suite de la page 8

employer. Ni le privé, ni la fonction publique ne peuvent employer tous les jeunes. Depuis 30 ans, 40 ans, pourquoi ne pas réorienter les curricula du système éducatif pour permettre au jeune de pouvoir s'auto-employer, enlever dans la tête des jeunes qu'aller à l'école est avoir un emploi. Aller à l'école, c'est aller chercher les armes pour faire sa propre bataille dans la vie. Aujourd'hui, l'école forme des chômeurs qui sont déconnectés des réalités, qui ne trouvent pas leurs marques dans la société.

QNA: Pouvez-vous nous expliquer brièvement le système L.M.D.? En quelle année ce système a été introduit au Burkina Faso?

Le système L.M.D. signifie Licence-Master-Doctorat. C'est une harmonisation du schéma d'étude avec d'autres pays. Il s'agit d'uniformiser les cycles dans les cursus universitaires et favoriser la reconnaissance des diplômes dans le monde. C'est à partir des années 2000 que ce système est arrivé en Afrique. Des pays l'ont essayé vers 2003, 2004. Mais au Burkina Faso, c'est à

partir de 2010 que le système L.M.D. a été appliqué au fur et à mesure dans les filières et universités. Ce système révèle les différents cycles universitaires que sont la Licence, le Master et le Doctorat.

QNA: Qu'est ce qui pourrait expliquer le retard au niveau des universités publiques burkinabè ?

Le déficit des infrastructures est le premier problème. Si bien qu'on parle de double vacation, de double flux. On parle même souvent de mettre les vacances à profit pour faire des cours magistraux. Le vrai problème c'est le problème d'infrastructures. Le deuxième problème est le problème déficitaire des enseignants. Ce qui fait que la plupart des universités font recours à des enseignants contractuels. L'État n'est pas à mesure d'employer un nombre élevé d'enseignants. Malgré l'effort de l'État qui a lancé treize universités, il y a toujours le déficit des enseignants.

Le troisième problème est la capacité financière des universités. De nos jours, l'État ne finance pas à

100% le fonctionnement des universités. L'État fait des allocations et c'est à l'université de travailler avec les frais de scolarité pour combler le vide. Une université peut avoir besoin de deux milliards pour son fonctionnement annuel et l'État lui alloue un budget de un milliard et lui dit de se débrouiller avec les scolarités et les services variés pour combler le déficit. Cela fait que les universités accusent souvent des retards de paiement, et accusent du retard dans le financement de certains projets. Le quatrième problème est le problème de la gratuité. Il ne faut pas qu'on se flatte. La gratuité n'a jamais produit la qualité. On a mis dans la mentalité des jeunes que l'école doit être gratuite. Même au supérieur on dit aux étudiants de payer quinze mille francs. Moi je suis pour que l'éducation soit gratuite, mais, à cause de notre niveau économique, dire qu'on va faire de l'école une gratuité sera une illusion. L'État est pris dans un piège aujourd'hui. Il vaut mieux dire aux étudiants de payer cinquante mille francs l'année et gagner leur licence en trois ans au lieu de payer quinze mille et faire cinq ans sans licence. Mais l'État a

La suite à la page 10

BURKINA FASO

La suite de la page 9

peur de crever l'abcès. De dire aux jeunes étudiants, il y a des retards parce qu'il manque d'argent. Donc on va compter sur vous-même pour financer les études. On va vous demander de payer désormais 50 mille FCFA. Les problèmes financiers auraient été réglés et les retards absorbés. Je connais des universités qui ont deux ans d'arriérés de contrat. Des universités qui ont deux ans, trois ans, d'arriérés de paiement des frais de copies. Quand vous tenez une classe de 250 étudiants, c'est vous, vous devez corriger les copies mais si la classe fait plus de 250 étudiants, le reste des copies doit être payé par l'État à raison de 500 ou 600 f la copie. Cela fait que, quand on fait des devoirs, au lieu que les enseignants les corrigent rapidement, ils prennent tout leur temps. En ce moment c'est l'étudiant qui perd. Les gens qui paient cher arrivent à obtenir rapidement leurs diplômes. Voilà pourquoi il y a du retard.

QNA: Que pensez-vous du système L.M.D?

Le système L.M. D. n'a pas été maîtrisé à la base.

C'est un système qui devait résoudre les problèmes et qui se retrouve en train d'aggraver les différents problèmes. Sinon je crois que c'est un bon système qui devrait nous aligner sur la même dynamique que de nombreux pays qui l'avaient déjà expérimenté avec tous ses atouts. C'est un système qui permet d'offrir une éducation de qualité. Il faut qu'on soit au diapason avec d'autres pays en termes de savoir. Du même coup, l'application du système L.M.D. au Burkina Faso a posé problème. Parce que toutes les conditions n'ont pas été réunies avant de le lancer. Si bien que, ce qui devait être un soulagement pour les étudiants est devenu un problème parce que cela participe au chevauchement des années, à des retards et conduit à l'abandon de nombreux étudiants. Des gens dont la formation devait profiter le Burkina Faso, se retrouvent découragés. Comme je l'ai dit, le L.M.D. nécessite assez de conditions techniques, intellectuelles, une préparation financière, infrastructurelles. Ça n'a pas été le cas, voilà pourquoi le L.M.D. traîne. Mais je crois que le vin est déjà tiré, il faut qu'on travaille à l'améliorer

pour que le Burkina Faso offre une éducation à la hauteur de celle d'autres pays dans le monde.

QNA: Depuis plusieurs années maintenant, les étudiants réclament la suppression du système L.M.D., mais le gouvernement s'obstine à le maintenir. Ne serait-il pas judicieux d'opter pour un autre système plus adapté à nos réalités, en lieu et place du L.M.D calqué sur le modèle français ?

Je crois que les deux dynamiques sont possibles. Les français se sont inspirés du système européen et américain. Mais je crois que le vrai problème n'est pas le système L.M.D., c'est le contenu qu'on donne à ce système qui est le problème. Ce n'est pas un système qu'on doit copier de façon crue et l'appliquer. On doit tenir compte des réalités sociales en appliquant ce système. Quand vous regardez l'organisation, le système L.M.D. évite même les redoublements, les pertes de temps. Quand tu sors avec ton diplôme, tu peux les faire valoir ailleurs. Mais

La suite à la page 11

BURKINA FASO

La suite de la page 10

nous pouvons le conserver tout en l'adaptant à nos réalités et aux besoins de nos communautés.

QNA: D'aucuns évoquent le nombre des étudiants comme la cause du retard, que pensez-vous de cet argument?

Le nombre des étudiants fait partie des causes mais, il n'est pas la cause fondamentale. Les principales causes sont le problème d'infrastructures et le problème de moyens financiers pour financer les examens, les contrats et la correction des copies, financer la tenue des sessions. Quand la chaîne financière ne suit pas, tout se retrouve paralysé et bloqué.

QNA: Êtes-vous pour une réforme du système éducatif burkinabè ?

Je suis partant pour une réforme profonde du système éducatif. Il faut qu'on associe la cellule familiale. Que les parents soient impliqués dans l'éducation. Il faut qu'on fasse des enquêtes de moralité chez les enseignants. Que ça ne soit pas n'importe qui. Comme l'a dit Joseph

Ki-ZERBO : « L'éducation, c'est l'ordinateur qui programme l'avenir des sociétés ». On ne doit pas jouer avec l'éducation, on doit faire des enquêtes de moralité. Assurer que ceux qui font les concours de l'enseignement sont des gens qui ne viennent pas par recherche d'emploi, mais qui ont la vocation, qui vont prendre l'éducation comme un sacerdoce. Il faut revoir le niveau des infrastructures. Une éducation nécessite un minimum d'infrastructures, un minimum d'équipements en matériel didactique. Au niveau des programmes, les curricula doivent être revus, même l'essence du contenu des programmes pour que ça ne soit plus un savoir extraverti mais un savoir introverti national. Que l'éducation fasse des écoliers, des élèves, des étudiants de vrais citoyens. En sortant du système éducatif, que tu sois un patriote. Que tu sois quelqu'un de bien éduqué, qui peut participer au développement du Burkina Faso. Que l'on mette l'accent sur les richesses du Burkina Faso, sur le capital humain, sur l'histoire, sur nos valeurs culturelles, sur notre patrimoine culturel, comme les chinois le font. Nous avons par exemple des

documents en littérature, en philosophie que à l'école on n'étudie pas. C'est pour aller étudier Hegel, Aristote et autres. Nous avons aussi des anciens qui avaient des proverbes, des citations. Même récemment, l'école néo-coloniale a produit assez de philosophie. Nous avons des écrivains, nous pouvons étudier leurs œuvres partout.

Quand on prend l'histoire, nous apprenons tout à l'école, sauf l'histoire du Burkina Faso. On enseigne tout au niveau de la géographie, sauf la géographie du Burkina Faso. Donc il faut mettre l'accent sur nos réalités sociales. En un mot, il faut réformer le système éducatif et faire de ce système l'organe ou la machine qui doit préparer les générations futures. On doit définir quel système on veut dans les 30 ans à venir et on confie cette mission à l'école en lui donnant tous les moyens possibles et l'école va fabriquer ces citoyens pour nous.

OUEDRAOGO Mohamed

COMMUNIQUÉ

DÉCLARATION À L'OCCASION du 4ème anniversaire de l'assassinat de CISSÉ Fahadou et de BALIMA HAMA

31 mai 2019-31 mai 2023 ! Voilà quatre ans, jour pour jour, que nos deux camarades, responsables de l'ODJ Yagha, Fahadou Cissé, précédemment responsable adjoint à l'organisation au sein du Bureau Exécutif National et président de la section et Hama BALIMA, trésorier général de la section ont été lâchement assassinés aux encablures de Sebba alors qu'ils se rendaient à une rencontre avec le Haut-commissaire de la province, M. Adama Conseiga. Quatre ans au cours desquels les pouvoirs politiques qui se sont succédés et les autorités judiciaires militaires de notre pays n'ont rien fait dans le sens de la manifestation de la vérité. Même pas l'autopsie demandée des corps qui attendent toujours à la morgue de l'Hôpital de Bogodogo. En dehors de l'examen scanographique des corps qui a révélé que les deux camarades ont été criblés de balles, toutes les démarches entreprises dans le domaine judiciaire sont restées sans suite.

La commémoration du triste quatrième anniversaire de ce crime crapuleux intervient dans un contexte national particulièrement trouble caractérisé par une

crise politique, sécuritaire, socioéconomique et humanitaire aigue.

Sur le plan politique, la situation est marquée par l'irruption sur la scène d'une nébuleuse militaro-civile appelée Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR). Cette nébuleuse dont le peuple burkinabè ne connaît que le président a perpétué deux coups d'Etat en l'espace de huit mois, respectivement sous la direction du Lieutenant-colonel Paul Henri Sandaogo DAMIBA le 24 janvier 2022 et sous celle du capitaine Ibrahim TRAORE le 30 septembre 2022. Malgré les promesses et les engagements des premières heures de chaque putsch, la jeunesse populaire et le peuple dans son ensemble font le constat que leurs problèmes pressants comme la sécurité, la vie chère, la garantie des libertés individuelles et collectives, etc., loin de trouver une solution, s'aggravent. Pendant ce temps les discours servis par les tenants du pouvoir tendent à diviser les burkinabè en « patriotes » et en « apatrides ». Les responsables du MPSR 2 poussent leur volonté de limiter les libertés au point

d'en faire un objet de chantage contre notre peuple. Comme si c'est à cause des libertés que des Burkinabè sont massacrés dans les quatre coins du pays. Mais cela ne surprend guère les organisations progressistes ou révolutionnaires qui ont toujours expliqué que les putschs militaires sont des aventures dangereuses et sans lendemains où le peuple finit toujours par déchanter.

Sur le plan sécuritaire, la guerre civile réactionnaire imposée à notre peuple par les puissances impérialistes et leurs relais locaux dont les groupes armés terroristes se poursuit et s'aggrave de jour en jour. D'importantes parties de notre territoire échappent au contrôle des autorités étatiques. Les populations de ces zones sont sous la furie des groupes terroristes qui leur imposent leur volonté. En 2022, le Burkina Faso occupe la deuxième place dans le monde derrière l'Afghanistan et la première en Afrique des pays les plus impactés par le terrorisme. En effet, l'Institut pour l'économie et la paix qui a établi ce classement révèle que plus de 310 incidents sécuritaires ont été notés avec comme conséquence la mort de 1135 personnes et 496

La suite à la page 13

COMMUNIQUÉ

La suite de la page 12

blessés. De nos jours, ce triste record est surement pulvérisé quand on prend en compte l'évolution inquiétante actuelle de la situation sécuritaire.

Sur le plan socio-économique, on assiste à un bradage des ressources naturelles (or, manganèse, etc.) aux multinationales impérialistes (russes, turcs, chinoises etc.) avec pour argument l'achat de matériel de guerre. L'augmentation des prix de produits de premières nécessités (essence, riz, huile, etc.) au nom d'un soi-disant effort de guerre. Le pouvoir MPSR2 ne compte pas s'arrêter là. Par la voix de son ministre de l'économie, il annonce l'augmentation prochaine des taxes sur les produits de grande consommation. Pendant ce temps, le régime peine ou ne fait rien pour entrer en possession, par exemple, des restes à recouvrer (RAR) auprès des grandes sociétés privées, de personnalités (anciens ministres, députés, DG, etc.) qui s'élèvent à plusieurs milliards de FCFA.

Malgré ce contexte difficile, le peuple burkinabè et sa jeunesse ne cessent de se mobiliser pour exiger la sécurité, la fin de l'impunité et de meilleures conditions d'existence. C'est dans ce sens qu'il faut inscrire les récentes manifestations et autres conférences de presse à Matiacoali dans la région de

l'Est, à Nouna dans la boucle du Mouhoun, à Bani dans le Centre-est, à Ouahigouya dans le Nord, avec notamment la sortie des rescapés du massacre de Karma qui rallonge la liste des cas assassinats de masse en attente de lumière. Le jugement récent des dossiers Thomas Sankara et compagnons, de Dabo Boukary ayant abouti à la condamnation des principaux accusés et des signes prometteurs dans le dossier Flavien Nébié dont la reconstitution des faits s'est déroulée à Boussé courant le mois de mai 2023 sont des faits qui viennent raffermir la détermination de la jeunesse et de notre peuple qu'aucun crime commis sur ses dignes fils et ne restera impuni quelle que soit la durée du forfait.

C'est pourquoi, nos trois organisations (MBDHP, CISC et ODJ) invitent :

- l'ensemble de leurs structures à travers le territoire à marquer d'une pierre blanche ce triste anniversaire par l'organisation d'activités commémoratives diverses, chacune en fonction de ses forces et des réalités concrètes pour exiger la vérité et la justice pour les camarades Fahadou CISSE et Hama BALIMA et pour l'ensemble des

victimes innocentes du terrorisme et de la lutte contre le terrorisme ;

- la jeunesse populaire à continuer à se mobiliser et à s'organiser pour défendre les libertés individuelles et collectives, apporter sa contribution, aux côtés de l'ensemble des couches du peuple burkinabè, à la lutte contre le terrorisme et pour la révolution, seule alternative capable de mettre fin aux assassinats ciblés et de masse et à la guerre civile réactionnaire en cours dans notre pays.

Vérité et justice pour Fahadou Cissé et Hama Balima !

Vérité et justice pour tous les cas d'assassinats ciblés et de masse !

Ouagadougou le 31 mai 2023

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

**Troubles au Sénégal:
Dakar ferme ses
consulats à l'étranger**

Le gouvernement sénégalais a annoncé mardi fermer provisoirement ses consulats généraux à l'étranger à la suite d'attaques contre un certain nombre d'entre eux sur fond de vives tensions sur le territoire national. «Cette mesure conservatoire fait suite à la série d'agressions récemment perpétrées contre les missions diplomatiques et consulaires du Sénégal à l'étranger, notamment à Paris, Bordeaux (France), Milan (Italie) et New York», a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux. Il fait état de «sérieux dommages», notamment à Milan où les machines de production des passeports et cartes d'identité ont été selon lui détruites. Les consulats rouvriront «quand les conditions matérielles et sécuritaires le permettront», dit-il.

**Burundi: le principal parti
d'opposition suspendu**

Le principal parti d'opposition au Burundi, le Conseil national pour la liberté (CNL), a vu ses activités suspendues par le ministère de l'Intérieur en raison d'«irrégularités» lors de ses deux derniers congrès, a-t-on appris dans une lettre rendue publique mardi. La direction du parti a dénoncé auprès de l'AFP «une violation grave de la Constitution» et «une tentative de déstabiliser et d'affaiblir le CNL» dans ce pays de la région des Grands Lacs régulièrement pointé du doigt pour des atteintes aux droits humains. Cette décision fait suite à deux congrès - l'un ordinaire le 12 mars et l'autre extraordinaire le 30 avril - visant à doter le parti de nouveaux statuts et règlements intérieurs conformes au nouveau découpage administratif du pays, qui sera effectif en 2025.

**Hausse du carburant en
Angola: 5 manifestants tués
par la police**

Cinq personnes ont été tuées en Angola après que la police a ouvert le feu sur des manifestants, en majorité des motos-taxis, protestant contre la hausse des prix du carburant après une baisse des subventions gouvernementales, a indiqué mardi la police locale. Dans un communiqué diffusé lundi, la police avait assuré qu'il n'avait «pas été possible d'éviter, malheureusement, la mort de cinq citoyens et les blessures de huit autres» après «les actes de violences et la confrontation avec les forces de police». Ces manifestations ont eu lieu après la décision la semaine dernière du gouvernement de ce pays pétrolier d'Afrique australe de réduire les subventions sur le carburant, engendrant une forte hausse de leur prix. Il y a également eu des manifestations à l'initiative de l'Unita, le plus important parti d'opposition, dans la capitale Luanda la semaine dernière.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Sénégal: un maître coranique soupçonné d'avoir violé 27 écolières repose en prison



Un maître coranique sénégalais soupçonné d'avoir violé 27 de ses écolières à Touba a été arrêté lundi dans ladite ville après plusieurs semaines de fuite, selon un responsable policier cité par Africa radio. Le présumé violeur, après plusieurs semaines en cavale, s'est présenté lui-même à la police. L'affaire a éclaté suite à une plainte de victimes qui ont produit des certificats médicaux. Une fille a refusé de retourner à l'école parce que le maître coranique entretenait des relations sexuelles avec elle et toutes les autres filles. Il est accusé de viol de 27 de ses écolières. Des agressions qui ont eu lieu dans le temps. Les victimes sont des mineures, ce qui suppose qu'elles avaient moins de 15 ans, selon notre source.

Soudan du Sud: des opérations de déminages peinent à se dérouler à cause de la pluie



Au Soudan du Sud, après des décennies de conflits, des zones sont impraticables à cause de la présence des mines. Pendant les opérations de déminage dans un site d'armes à sous-munitions dans la commune d'Ayii en mai dernier, 16 engins non-explosés ont été retrouvés en cinq jours. Cependant, les démineurs font face à un problème climatique. Les opérations peuvent parfois s'arrêter pendant quelques jours à cause de la pluie, selon James Dangasu et son équipe qui travaillent pour l'organisation de déminage MAG, dans le comité de Magwi, dans l'État équatorial oriental, près de la frontière avec l'Ouganda. En 2021, on y dénombrait 55 zones minées par des armes à sous-munitions sur un total de 130 selon Mine Action Review, indique Africanews.

L'Angola et le Portugal renforcent leurs liens économiques



Le président angolais Joao Lourenco a accueilli le Premier ministre portugais Antonio Costa à Luanda. Lors de cette visite de deux jours, plusieurs ministres des deux gouvernements ont signé au total 13 accords allant du financier au juridique. Le Premier ministre portugais a annoncé une augmentation des investissements portugais en Angola afin de d'accompagner le pays dans la diversification de son économie. Cette rencontre symbolise le début d'une nouvelle ère dans la coopération politique, économique entre l'Angola et le Portugal, selon Africanews.

Fin de la subvention sur le carburant au Nigeria : le Bénin déjà touché



À en croire la Voix de l'Amérique (VOA), le Bénin est déjà lourdement touché par l'annonce de la fin des subventions sur le carburant au Nigéria voisin. Les stations-services sont débordées et les usagers fuyant la montée en flèche du prix de l'essence

vendue en contrebande aux abords des routes ne savent plus où donner de la tête, relate VOA.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Frappes de drone au Nigeria: HRW appelle l'armée à rendre justice aux victimes civiles



L'ONG Human Rights Watch (HRW) a demandé mardi à l'armée nigérienne de reconnaître sa responsabilité dans le bombardement d'un campement dans le centre du Nigeria fin janvier qui a coûté la vie à 39 civils, et d'indemniser les victimes. Le 24 janvier 2023, une frappe aérienne avait touché un campement d'éleveurs dans le district de Doma, dans l'Etat de Nasarawa, tuant 39 civils et en blessant au moins six, selon l'organisation de défense des droits humains dans un rapport d'enquête publié mardi. L'enquête de HRW se base sur des entretiens menés en mars dernier avec deux survivants et sept membres des familles des victimes. L'ONG dit également avoir examiné et vérifié huit photographies montrant certains des corps et avoir visité une fosse commune où 31 cadavres ont été enterrés. Selon le rapport, les blessés et proches des victimes interrogés veulent «savoir qui est responsable de la frappe aérienne».

Kenya: arrestation de 11 manifestants opposés à de nouvelles taxes



La police kényane a tiré mardi des gaz lacrymogènes et arrêté 11 manifestants lors d'une marche à Nairobi contre un projet de loi de finances qui instaure de nombreuses nouvelles taxes, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le texte, qui doit être discuté cette semaine au Parlement, prévoit que ces nouvelles taxes - notamment sur les produits de beauté, les carburants ou les cryptomonnaies - rapporteront 289 milliards de shillings (2 milliards d'euros) pour abonder le budget de 3.600 milliards de shillings (24 milliards d'euros) prévu pour 2023-2024. Amnesty Kenya a appelé à la libération immédiate des 11 personnes interpellées, affirmant que le droit «de s'exprimer et de participer au débat public est sacré en vertu de notre Constitution et du droit international». Le président William Ruto, élu en août 2022, cherche à réduire le déficit d'une économie lourdement endettée, laissé par son prédécesseur Uhuru Kenyatta dont il fut le vice-président.

L'Ethiopie rejette les accusations de HRW sur un «nettoyage ethnique» au Tigré



Le gouvernement éthiopien a rejeté mardi les récentes accusations de Human Rights Watch (HRW) faisant état d'une campagne de «nettoyage ethnique» dans l'ouest de la région du Tigré, qui ne s'appuient, selon lui, sur «aucune preuve». Dans un rapport publié le 1er juin, l'organisation de défense des droits humains affirme que des unités paramilitaires et des milices de la région voisine de l'Ahmara continuent «d'expulser par la force les Tigréens» de la zone du Tigré occidental «dans le cadre d'une campagne de nettoyage ethnique». HRW «a publié ces accusations sans mener d'enquête rigoureuse et crédible dans les zones concernées» et elles ne «sont étayées par aucune preuve», s'insurge le Service de communication du gouvernement éthiopien dans un communiqué.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Mali : L'armée neutralise 67 terroristes durant le mois de mai 2023



La direction de l'information Publique des armées a fait le bilan le lundi 5 juin 2023 des opérations militaires de lutte contre le terrorisme sur l'ensemble du territoire national. Selon la DIRPA, 67 terroristes neutralisés, 62 t interpellés 6 PKM, 51 PM, 4 LRAC, 6 fusils de chasse, 4 véhicules récupérés. Aussi 48 motos 15 engins improvisés, 15 plots terroristes ont été détruits et 20 militaires Maliens blessés dont un mort durant le mois de mai 2023 La DIRPA a informé également les hommes de média de la sécurisation des élections prochaines par deux opérations à savoir l'opération Kilekoura qui s'étendra de Ségou à Kidal et de l'opération Fouran Kadhafi qui s'étendra de Bamako à Kayes.

Burkina Faso : Deux personnes meurent frappées par la foudre



Un homme et une jeune fille ont trouvé la mort dans la soirée du dimanche 4 juin dans le village de Ouahabou (commune de Boromo) après avoir été frappés par la foudre sous une grande pluie. Les deux victimes sont mortes sur place. Une 3e personne atteinte aussi par la foudre a survécu et a été évacuée au centre médical de Boromo. Selon des sources locales, les faits se sont produits dans des quartiers différents du village de Ouahabou, mais au même moment. La jeune fille, âgée de moins de 20 ans, devait se marier le jeudi 8 Juin prochain. Cette pluie a aussi fait de nombreux dégâts matériels dans la commune de Siby avec plusieurs maisons et hangars de commerce décoiffés, des rues inondées et des installations de la Sonabel endommagées. (Source : Aib)

Togo : Le FMI et l'Ue sur un projet de 1,8 milliard FCFA en faveur de Lomé



L'Union européenne va injecter 1,8 milliard FCFA (3 millions d'euros) dans un projet de développement des capacités conçu par le FMI, et dénommé «Renforcement de la Gestion des Finances publiques ». L'initiative sera mise en œuvre sur la période 2023-2026 par l'institution financière basée à Washington, avec le soutien financier de l'UE. Elle vise à renforcer les pratiques dans les domaines du budget-programme, ainsi que de la gestion des finances publiques vertes, des investissements publics et des risques budgétaires, indique le FMI. Et globalement, à aider le Ministère togolais de l'Économie et des Finances à mettre en œuvre des réformes clés dans la gestion des finances publiques.

Kenya: La désinformation pollue le débat sur les OGM dans le pays



La décision du gouvernement kényan d'autoriser l'importation de maïs génétiquement modifié, après dix ans d'interdiction, a déclenché une vague de désinformation dans ce pays d'Afrique de l'Est, nous

apprend TV5 Monde. Cette polémique a été alimentée par les déclarations à l'emporte-pièce de responsables politiques rivaux, indique le média français.

HOROSCOPE DU JOUR



BÉLIER (21 mars - 19 avril)

Se reposer est important, Bélier, après une semaine de dur labeur. Cependant, ne te contente pas de cela pour ta journée de repos. Pourquoi ne pas passer du temps à l'extérieur à te détendre en compagnie de ton partenaire ?



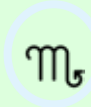
BALANCE (23 septembre- 22 octobre)

Ne délaisse pas ton esprit aventureux, Balance. Ose rompre avec la routine et cherche la meilleure façon de profiter de la vie, c'est aujourd'hui le jour idéal pour réaliser tes rêves ! Planifie dans les moindres détails ta prochaine escapade de rêve dans cet endroit qui te fait tant envie.



TAUREAU (20 avril- 20 mai)

Taureau, si tu veux profiter de la situation actuelle, cherche une personne à qui tu peux t'ouvrir sincèrement et qui t'écouterait sans te juger. Parler avec elle des questions qui te préoccupent t'apportera beaucoup et tu lui montreras que tu as plus que confiance en elle.



SCORPION (23 octobre- 21 novembre)

C'est aujourd'hui le jour idéal pour réaliser tous tes rêves, Scorpion. Pour y parvenir, tu dois y croire fermement et le désirer de tout ton cœur. L'énergie de l'Univers fera le reste, ne t'en fais pas.



GÉMEAUX (21 mai- 20 juin)

Gémeaux, ces derniers temps, tu as accordé trop d'attention à certaines personnes qui n'occupent qu'une place secondaire dans ta vie. Cela a fini par te faire passer à côté d'occasions précieuses dont tu aurais pu profiter.



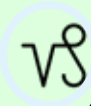
SAGITTAIRE (22 novembre - 21 décembre)

Si tu t'ouvres et exprimes ce que tu ressens au lieu de te replier sur toi-même, Sagittaire, tu seras de bien meilleure humeur. Cette tristesse et cette humeur dépressive que tu as tendance à avoir est due au fait que tu caches beaucoup de choses en toi que tu devrais révéler.



CANCER (21 juin - 22 juillet)

Cancer, il est temps d'arrêter de penser à l'avenir. Il est certes sain de l'envisager, mais tu dois également te souvenir de profiter de l'instant présent. Tu as peut-être traversé des situations difficiles ces derniers temps, ce qui a limité ta perspective.



CAPRICORNE (22 décembre- 19 janvier)

Capricorne, explore aujourd'hui le monde des possibilités. C'est une excellente occasion de sortir de la monotonie et de la routine. Essaie d'explorer des endroits inattendus, fais-toi de nouveaux amis et découvre des activités que tu n'avais jamais essayées auparavant.



LION (23 juillet - 23 août)

Si tu te réveilles aujourd'hui avec un sentiment de lassitude, Lion, il se pourrait que tu aies accumulé de l'énergie négative provenant de sources extérieures. Dans la mesure où tu es une personne généreuse et serviable, tu es beaucoup plus vulnérable à cette menace.



VERSEAU (20 janvier- 19 février)

Verseau, c'est aujourd'hui une excellente journée pour toi, pour améliorer ta santé physique et émotionnelle. Essaie de pratiquer une activité physique et, si tu en as la possibilité, rejoins un groupe de sport.



VIERGE (24 août- 22 septembre)

Vierge, si tu te sens submergé et que tu as peur de ne pas trouver le meilleur chemin vers le succès, profite de cette journée pour t'aventurer en dehors de la ville. Trouve un endroit isolé, proche de la nature, parfait pour abolir les distractions et te perdre dans l'introspection.



POISSONS (20 février- 20 mars)

Poissons, tu sais aujourd'hui clairement ce que tu dois faire. N'écoute pas ceux qui pensent savoir ce qui est le mieux pour toi. Profite de ta journée pour la consacrer à un projet que tu as mis de côté. Cela pourrait te permettre d'obtenir d'excellents résultats.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

**EDITION CONTINEN-
TALE**

02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina

Faso

+ 226 76 60 97 21

mailto:contact@sc-mail.info

Site web <https://www.quotidiennumerique.com>

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/

TGI.O/ P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/

OUA/ P.F

Administration

OTC MEDIA SARL

Directeur de publication

Siaka GOW

Rédacteur en chef

OUEDRAOGO Wendtoun

Equipe de rédaction

Djakaridja GHO

Mohamed OUEDRAOGO

AKT

Lucien DAKISSAGA

OUEDRAOGO Wendtoun

Équipes de montage

Djakaridja GHO

Distribution

<https://www.quotidiennumerique.com>

Service Commercial

mailto:contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, cou-
verture médiatique)

+226 76 60 97 21/ +226 61 08

03 03/ +226 70 210208

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque

Cameroun

viaPRESSE
.com

Europe - Amerique

Cdiscount

France

MON KIOSK.com

Côte d'Ivoire

fnac

Europe

viapress.be

Belgique

SOGAPRESSE

Gabon

ePresse

Europe - Amerique

Cultura

France

emediplace

Afrique

France loisirs

France

Scopalto

Europe

orange

Tous les pays Orange

Tego

YouScribe

Tous les pays qui ont
Orange Money